

## DÉBAT

# UN AUTRE MARXISME POUR UN AUTRE MONDE

PAR JACQUES BIDEZ & GÉRARD DUMÉNIL,  
LE MONDE DIPLOMATIQUE, OCTOBRE 2007

Dans la tourmente de la mondialisation néolibérale, la gauche est entrée en récession. La France, pays de l'exception supposée, s'aligne sur une situation désormais quasi générale : un affaiblissement historique de l'antagonisme entre des prétentions politiques rivales. Assumant le discours de la droite réactionnaire et une politique économique libérale, M. Nicolas Sarkozy est parvenu à se faire entendre des couches populaires les plus fragilisées. Il a réussi à convaincre que lui seul détient les moyens de réaliser les espoirs qu'incarnerait la gauche, dont il rallie les idéologues et neutralise les chefs de file. La convergence ultime l'a-t-elle emporté sur la « lutte finale » ?

Le défi d'un pouvoir de gauche, porté par des décennies de luttes, s'était, au sortir de la seconde guerre mondiale, concrétisé dans le « compromis social-démocrate », selon de multiples variantes, des centres aux périphéries. Le capitalisme continuait à se déployer en guerres coloniales et destructions écologiques, mais les privilèges de la propriété capitaliste s'étaient amenuisés : faibles taux d'intérêt réels, maigres distributions de dividendes, hausse modérée de la Bourse, prédominance du secteur non financier. Et l'on mettait en place des industries nationales, des services publics, une sécurité sociale, des politiques d'emploi et de développement. Toute une dynamique « socialisante », parfois véhiculée par des forces politiques de gauche, 1968 en marquant l'apogée.

Soudain l'élan est brisé. A la fin des années 1970, les capitalistes retrouvent une capacité offensive. Ils engagent un nouveau cycle historique, néolibéral. Trois décennies plus tard, l'affaire semble entendue. Du passé, ils ont fait table rase. La voie tracée semble sans retour. Le doute s'installe sur l'idée même de gauche, non seulement sur la faisabilité de ses projets, mais sur l'avenir dont elle était porteuse. Un sentiment de vide, comme la perte d'une croyance. Un sournois désespoir, qui paralyse.

Que manque-t-il donc à la « gauche » pour comprendre sa propre histoire, en faire le bilan – de son irrésistible ascension à son déclin historique – et pour être en mesure d'envisager une suite, si difficile soit-elle ?

Tout en nous réclamant de Karl Marx, nous soutenons que c'est au marxisme lui-même qu'il faut s'en prendre. Car c'est lui qui a consacré, dans la culture commune, cette division en deux camps : travail contre capital. Or ce mythe fondateur introduit un biais fallacieux. L'ordre social moderne comporte non pas une, mais deux forces sociales dominantes : au monde des « capitalistes » s'en articule un autre, celui des organisateurs, gestionnaires privés et publics, experts en tout genre – les « cadres-et-compétents ». C'est à ces deux forces, liées et pourtant antagoniques, que fait face l'ensemble des « classes fondamentales populaires ». C'est à partir de là que se comprend la lutte moderne de classes – *un jeu à trois, et non à deux*.

Dans le « compromis social-démocrate » prévalant durant les « trente glorieuses », une alliance s'est réalisée entre les classes fondamentales et les cadres-et-compétents, diversement représentée par des partis socialistes ou communistes. Les classes fondamentales en constituaient la force motrice ; les cadres-et-compétents, la cheville ouvrière. L'inspiration provenait des deux composantes. L'État-nation devint l'État social. La gestion des entreprises et des politiques échappait largement aux détenteurs de capitaux. On parlait d'économie mixte, entre capitalisme et socialisme. Il reste à préciser le profil de cet objet et à comprendre dans quelles conditions il a disparu.

Pour y parvenir, repartons de l'analyse faite par Marx. Son idée centrale est que la structure de classe, dans le monde moderne, ne renvoie pas, comme dans les systèmes antérieurs, à la prétention d'une supériorité naturelle de certains, mais à l'affirmation de la liberté et de l'égalité entre tous, telles qu'elles se donnent censément dans une économie de marché. Seulement, précise Marx, ce système ne se réalise qu'en faisant du travailleur lui-même une marchandise exploitable. Une telle économie est donc capitaliste, et non seulement marchande. Le marché n'est pas en lui-même un rapport de classes, mais il en est le facteur en dernière instance. Il donne lieu à la propriété privée des moyens de production. C'est, dit Marx, avec cette matrice marchande qu'il faut en finir, parce qu'elle conditionne tout le reste.

Or, ajoute-t-il, on voit au sein de l'entreprise moderne émerger l'autre principe rationnel de coordination, susceptible de se généraliser à l'échelle sociale et de marginaliser puis de remplacer le marché : l'« organisation », équilibrage a priori et non plus a posteriori des décisions de production. La classe ouvrière y puisera sa force ascendante ; les salariés finiront bien par s'approprier les entreprises ; la révolution ouvrira une ère postmarchande, fondée sur l'organisation concertée entre travailleurs libres et égaux.

Ce « grand récit » résume l'utopie centrale du XXe siècle, inspiratrice d'héroïques révolutions, de luttes et de réformes émancipatrices qui ont changé le destin du monde. Référence théorique fondamentale, il comporte cependant une face obscure car il occulte que l'organisation est elle aussi, à l'instar du marché, un facteur de classe : l'autre facteur. Et que la forme moderne de société repose sur ces deux piliers. La domination de classe y relève de deux forces relativement distinctes, dont l'une opère à travers la propriété capitaliste, et l'autre à travers la « compétence » – qui assure l'organisation économique, administrative, culturelle. [1]

Ce paradigme, que nous appelons « néomarxisme », implique une révision importante de l'analytique des structures de classe proposée par le marxisme classique. Il pose à celui-ci la question de savoir pourquoi lui échappe cette dualité de la domination, enregistrée par les sociologies et accessible au sens commun. Pourquoi cette idée est-elle étrangère à son approche, qui traite la bureaucratie comme une pathologie, sans discerner dans l'organisation un facteur de classe ?

La raison en est que ce marxisme classique émergea lui-même historiquement, face à la propriété capitaliste, comme le discours d'un arrangement tacite, et quelque peu occulte, entre les cadres-et-compétents et les classes populaires. Et c'est pour cette raison qu'il a pu constituer la doctrine officielle du « mouvement ouvrier », tant dans le « socialisme réel » qu'au sein du « socialisme dans le capitalisme ». Dans ces courants historiques s'affirme une identité de classe ambivalente, constamment déniée, orientée vers un compromis entre la « classe ouvrière » et le pôle de l'encadrement économique et culturel. La concertation entre tous (l'« association des travailleurs », objectif officiel) y prend, à des degrés divers, la forme d'une économie organisée, sous l'égide d'institutions publiques. Le pouvoir de tous tend à s'identifier au pouvoir des organisateurs.

L'histoire du capitalisme au XXe siècle est ainsi gouvernée par l'alternance, au sommet du pouvoir, des deux forces socialement dominantes. La « finance » prédomine jusqu'en 1933 (début du New Deal aux Etats-Unis). Puis l'encadrement organisationnel, jusqu'aux années 1970. Enfin à nouveau la finance. Quand celle-ci l'emporte, elle impose aux organisateurs la dynamique du changement social qui lui est propre. Quand prévaut le pôle de l'organisation, c'est qu'il a fait alliance, contre la finance, avec les classes populaires.

Cette grille de lecture éclaire les destins disparates, et pourtant parallèles, du capitalisme et du socialisme réel. Elle conduit à mettre en regard, d'une part, la montée en puissance d'un « pouvoir managérial » à l'Ouest, vérifiable au niveau des entreprises, des grandes sociétés et des Etats, et, d'autre part, la « révolution prolétarienne » à l'Est, laquelle a très rapidement laissé le pouvoir se concentrer entre les mains des organisateurs, promus en classe dirigeante unique. Le parallélisme des phénomènes conduit à penser qu'ils relèvent des mêmes déterminations structurelles profondes, inhérentes à la forme moderne de société. Au point que la convergence des systèmes ou le passage de l'un à l'autre furent toujours objet de débat.

Cette alliance historique entre classes populaires et cadres-et-compétents a pris des formes diverses, se renforçant jusque dans les années 1960-1970. Elle fut décisive dans les combats du tiers-monde, dans les poussées révolutionnaires latino-américaines, dans les mouvements étudiants et ouvriers à travers le monde. Pour ne parler que de la France, toute une jeunesse étudiante, riche déjà de la position hiérarchique que ses diplômes lui réservaient dans la société, ébranlait en 1968 les vieux contextes culturels sur lesquels les forces de la droite traditionnelle appuyaient leur pouvoir de classe. Entraînée par cet élan, la classe ouvrière lançait vers le ciel un ultime assaut : quarante jours de grève plus ou moins nationale. Ce n'était là qu'un début, disait-on...

Pourquoi faut-il dès lors que l'histoire ait pris un autre cours, et que se soit produit un soudain retour de la finance ?

C'est que l'endiguement des pouvoirs et revenus de la finance dans le compromis social-démocrate n'était pas passé inaperçu. Les idéologues des classes capitalistes, de Friedrich von Hayek à Milton Friedman,

avaient dès l'origine saisi la nature du processus, tant au plan national qu'international. La finance retrouvant sa pugnacité (le souvenir de la crise de 1929 s'estompait), son pouvoir se reconstituait, notamment dans l'émergence d'un nouveau système financier, celui des euromarchés, à l'abri du contrôle des banques centrales.

Chaque écueil que le compromis de l'après-guerre rencontrait sur sa route – à commencer par la crise du dollar au début des années 1970 – en fragilisait les fondements. L'incapacité des tenants du compromis à faire face à la crise structurelle des années 1970, notamment à l'envolée de l'inflation, favorisa l'émergence de pouvoirs, ceux qu'incarneraient Mme Margaret Thatcher et Ronald Reagan, affrontant avec une détermination « de fer » les résistances ouvrières. En 1979, les taux d'intérêt étaient portés à des niveaux sans précédent, bouffée d'air frais pour des classes capitalistes dont le revenu était au plus bas. Crise dans le tiers-monde endetté. Une nouvelle discipline était imposée aux travailleurs et gestionnaires.

Les grandes tendances capitalistes à la mondialisation commerciale et financière, que l'ordre social antérieur était parvenu à domestiquer dans des politiques de développement, reprenaient ainsi le dessus, dans des conditions renouvelées par certaines « avancées » technologiques. La mondialisation changeait de caractère. Elle imposait une nouvelle division internationale du travail, sous hégémonie américaine, qui relança l'exploitation coloniale et plaça en concurrence tous les travailleurs du monde. Le miracle chinois allait cacher les plaies de l'Amérique latine.

Dans ce processus, les cadres-et-compétents ont été repris en main par la finance. Dépossédés de la capacité d'initiative et détournés des objectifs qui avaient été les leurs dans le contexte de l'État-nation, ils se montrent incapables d'en rétablir les logiques au plan continental, comme en Europe. Ils passent du compromis social-démocrate au compromis néolibéral. Un ralliement plus ou moins empressé selon les contextes historiques, plus allègre aux États-Unis ou au Royaume-Uni qu'en France.

Lorsque des figures politiques représentatives des cadres-et-compétents se rallient aux options néolibérales, il n'y a pas de trahison individuelle. Au-delà de l'ambiguïté des carrières, les conditions historiques qui avaient conduit à l'émergence du compromis social-démocrate ont disparu. Feu la gauche ! Et la question se pose alors pour les classes fondamentales : comment reprendre l'initiative politique ?

Pour répondre, il faut d'abord élucider un second point. Comment passe-t-on du jeu à trois à un jeu à deux ? Comment le schéma ternaire, de classes, se matérialise-t-il dans la forme binaire (droite-gauche) qui gouverne la scène politique ? Dans le schéma démocratique de gouvernement à la majorité, la gauche constitue le lieu politique problématique de l'alliance entre les classes fondamentales et les cadres-et-compétents. Au tournant du XIXe au XXe siècle, révolutionnaire ou réformiste, elle s'est historiquement constituée quand le salariat s'est tourné vers les couches de la « compétence », de l'encadrement et de la culture, les entraînant dans sa dynamique historique. Les intellectuels et organisateurs en tous genres ont alors joué un rôle-clé, se positionnant volontiers à l'avant-garde du « mouvement ouvrier ».

Assurément, l'« organisation » recèle un immense potentiel de tyrannie, mais elle ne s'exerce comme telle qu'en s'exposant de façon publique : elle s'énonce en projets d'ensemble, articulant fins et moyens. À l'inverse, le « marché », en tant que tel, n'a aucun plan commun à dévoiler ni à soumettre à la critique commune. S'il requiert publicité et propagande, il n'a rien d'autre à offrir aux citoyens que la promesse d'une prospérité inscrite dans les mécanismes du profit et de l'intérêt individuel. Il n'est donc pas indifférent d'être gouverné à gauche ou à droite.

Mais la « gauche » est un vocable désignant une chose instable dont le contenu varie selon que les cadres-et-compétents sont engagés dans un compromis social-démocrate, à gauche, ou dans un compromis à droite. La Gauche majuscule, la « gauche de gauche », n'est pas une institution naturellement garantie. Elle est un événement, qui se produit quand le courant populaire parvient à entraîner les cadres-et-compétents dans la dynamique d'émancipation qui lui est propre. Dans une telle situation, le lien naturel entre les deux composantes de la domination de classe se distend, l'étau qui enserme le grand nombre se relâche.

La situation est aujourd'hui tout autre. Le monde ouvrier a perdu sa centralité, sa place stratégique dans la production qui faisait de lui un élément moteur. L'alliance avec les cadres-et-compétents est devenue problématique. Les classes fondamentales sont placées dans un embarras historique.

La difficulté tient, d'une part, à ce que la puissance nécessaire à la marginalisation de la propriété capitaliste se construit à travers l'alliance avec un partenaire qui peut y trouver ses propres raisons, mais qui reste en

même temps – du haut de ses privilèges d’expertise et de direction – un adversaire de classe. Parce que la domination est double, le combat est à mener sur les deux fronts.

Il est clair, d’autre part, que les classes fondamentales ne peuvent l’emporter que si elles réalisent l’unité politique des fractions entre lesquelles elles tendent à se diviser. Ce fractionnement congénital se manifeste dans leur éparpillement sur l’échiquier politique. La droite « propriétaire » fascine les travailleurs indépendants et les couches les plus fragiles du salariat. La gauche « organisatrice et compétente » aspire les salariés du public et, plus généralement, ceux qui ambitionnent une ascension sociale à travers les voies de la compétence. Ces tensions dessinent en creux les exigences d’un programme d’union populaire. C’est cette politique d’unité et d’alliance qui a jalonné l’histoire moderne de temps forts d’émancipation, réformes ou révolutions. Il n’existe aucune voie royale, alternative. Il n’est d’autre choix d’avenir que de la développer du plus local aux échelles les plus vastes, de l’Europe à l’espace-monde. Et d’en radicaliser les objectifs.

Il ne s’agit pas seulement de la propriété commune de certains moyens de production et de la répartition convenable du revenu. Il s’agit, en même temps, des conditions de la vie commune, c’est-à-dire du rapport entre les sexes, de l’écologie, du travail, de la santé, de l’éducation, de la recherche, de l’urbanisme, etc. La lutte contre le capitalisme, dont la logique est l’accumulation du profit, la richesse abstraite, a toujours été une lutte pour les conditions concrètes de l’existence, pour une emprise sur la production de la vie sociale.

Comment les classes fondamentales peuvent-elles reprendre l’initiative ? Nécessaire, une forme d’organisation politique qui leur soit propre, celle du « parti », même au pluriel, ne saurait répondre à l’ensemble du problème. Seule une diversité de mouvements autonomes, pérennes ou circonstanciels, est susceptible de mener au jour le jour le combat sur les deux fronts : contre les coups toujours nouveaux du capitalisme et contre la propension de l’« élite » à détourner à son profit l’élan des luttes populaires. ***C’est donc d’une symbiose, d’une connivence intellectuelle, morale et politique, entre partis et mouvements qu’émergera une Gauche majuscule capable d’affronter le pouvoir capitaliste.***

Le « système du monde » capitaliste n’est pas à comprendre sur le mode de l’Etat-nation, dans lequel se déploie la structure de classe ici décrite. Il oppose centre et périphéries. Il transforme les rapports de classes en relations asymétriques, de domination et de guerre. Mais le mouvement historique qui a vu la logique moderne de production et de gouvernement se déployer dans les Etats-nations classiques, aujourd’hui d’échelle continentale, conduit à terme à reproduire cette même matrice dans la forme d’un Etat-monde en gestation. Avec toute leur puissance militaire, économique et culturelle, les Etats-Unis, centre mondial systémique, impérialiste, s’emploient à s’imposer comme l’acteur dominant de cette « étaticité » de classe globale en voie de formation.

Dans une large mesure, ils y parviennent. A l’opposition des deux mondes, propre à la guerre froide, ou à celle d’une « triade » – Etats-Unis et Canada, Union européenne et Japon –, s’est substituée une hiérarchie hégémonique impérialiste unipolaire, un pôle de concentration des capitaux, commandant leur réexportation au reste de la planète. Contre cette nouvelle forme de concentration de pouvoir mondiale naissante se forge l’unité des luttes et des résistances, s’ébauche la convergence entre luttes de classes, de races et de genres. Cette conscience est encore bien fragile, à la fois éclairée par les craquements du néolibéralisme et menacée par les contradictions qu’alimentent nationalismes et sectarismes de toute sorte. On ne peut ici tabler sur les partis pour organiser l’internationale. C’est la forme du mouvement qui prévaut. A la recherche de ses bases sociales, de sa « mondialité », de son idéologie aussi, un autre marxisme pour un autre monde reste encore largement à inventer.

**JACQUES BIDET ET GERARD DUMENIL.**

[Ce débat se prolonge sur notre site Internet <http://blog.mondediplo.net/2007-10-...>](http://blog.mondediplo.net/2007-10-...)

**Voir en ligne : <http://blog.mondediplo.net/2007-10-...>**

Notes

[1] Dans *Altermarxisme, Un autre marxisme pour un autre monde*, Presses universitaires de France, Paris, 2007, nous présentons, aux chapitres 5 et 6, deux théorisations distinctes, et pourtant convergentes, de la structure de classe dans la société capitaliste.

[2] Jacques Bidet et Gérard Duménil

Gérard Duménil est économiste, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (EconmiX) ; Jacques Bidet est philosophe, professeur émérite à l’université Paris-X (Nanterre).

(Ils coprésident le congrès Marx International V, qui se tiendra à la Sorbonne et à Nanterre du 3 au 6 novembre 2007.)